

29 novembre 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations entre l'Union européenne et l'Ukraine et sur l'inversion de la courbe du chômage en France, à Vilnius le 29 novembre 2013.

LE PRESIDENT : « de l'intégrité territoriale de la Géorgie et les rapports que nous devons avoir dans cette région.

Nous avons eu un excellent contact. Moi-même je me suis engagé, dans les prochains mois, à venir en Géorgie. »

QUESTION : inaudible

LE PRESIDENT : « Pour l'Ukraine, ce partenariat était ouvert et il le reste. C'est-à-dire que cette perspective d'association, c'est d'abord aux Ukrainiens qu'il importe de la vouloir, de la porter. La porte, en revanche, restera toujours ouverte pour les Ukrainiens, à condition qu'ils le veuillent eux-mêmes. Ce n'est pas aux Européens de prendre la décision pour les Ukrainiens. »

QUESTION : inaudible

LE PRESIDENT : « Je ne choisis pas les personnes qui sont en face de moi pour parler au nom des Etats qui les représentent. C'est aux Ukrainiens de savoir quel est leur meilleur représentant. Merci »

QUESTION : inaudible

LE PRESIDENT : « La condition du partenariat c'est précisément les règles démocratiques. C'est le respect des droits de l'homme, c'est la capacité de faire des réformes qui vont dans le sens de l'Etat de droit. L'accord d'association ne peut pas être signé avec des pays qui n'ont pas cet engagement et où leurs rapports avec la population ne sont pas fondés sur la démocratie. »

QUESTION : inaudible

LE PRESIDENT : « Pour l'Ukraine, je l'ai dit, je considère que c'est aux Ukrainiens de répondre. Pour l'instant, le Président n'a pas voulu de l'accord d'association, c'est sa responsabilité. Les Européens seront toujours prêts à accueillir l'Ukraine dans une perspective d'association, faut-il encore que l'Ukraine respecte les engagements et surtout affirme la volonté de travailler dans cette perspective là avec l'Europe. Merci. »

QUESTION : inaudible

LE PRESIDENT : « Oui c'est une bonne nouvelle mais nous n'avons pas encore gagné la bataille. La bataille continue. Mais c'est vrai que c'est une bonne nouvelle. J'avais moi-même parlé de la fin de l'année pour l'inversion de la courbe du chômage. L'inversion de la courbe du chômage est acquise pour le mois d'octobre. Elle doit être confirmée pour les autres mois. Je ne vais pas simplement me satisfaire d'un chiffre. D'ailleurs, vous seriez les premiers à me dire : vous avez considéré que c'était sur un seul chiffre que vous devez être jugé. Non, c'est sur l'inversion et ensuite sur la baisse continue, mois après mois du chômage.

Je pense aux 3 200 000 personnes qui sont demandeuses d'emploi et qui, même si elles peuvent être satisfaites que certaines soient rentrées maintenant sur le marché du travail, attendent encore un emploi.

Ma responsabilité c'est de faire en sorte que nous soyons dans une perspective de baisse durable du chômage.

Oui c'est une bonne nouvelle mais il en faudra d'autres pour que nous soyons sûrs de la victoire.

... et c'est une bonne mesure mais il en faudra d'autres pour que nous soyons sûrs de la réussite. »

QUESTION : « Comment faire, Monsieur le Président, pour que cette inversion soit durable ? »

LE PRESIDENT : « La reprise économique est essentielle. L'investissement des entreprises, la compétitivité, l'innovation, j'aurai l'occasion d'en reparler. En même temps, nous avons à prendre toutes les mesures, pour les jeunes, pour les moins jeunes, pour ceux qui sont au chômage de longue durée et dont la situation s'est même dégradée ces derniers mois, pour que nous puissions répondre. »

Il y a à la fois un traitement économique qui est indispensable, c'est la croissance qui crée l'emploi, ce sont les entreprises qui embauchent, et en même temps un traitement social parce qu'il vaut mieux des personnes, et notamment des jeunes, dans l'emploi que dans la précarité et pire encore, au chômage. »

QUESTION : « Qu'est-ce que vous avez pu dire aux Présidents des autres pays que vous avez rencontré ce matin quant à leur appétit d'Europe ? »

LE PRESIDENT : « Pour avoir de l'appétit, il faut être conscient que le repas qui va être servi va être comestible. Nous, nous faisons en sorte de dire à ceux qui frappent à la porte de l'Association de l'Europe, que l'Europe peut-être une chance, peut-être une occasion de progrès sur le plan démocratique, sur le plan économique. On ne va pas vous forcer, personne n'est obligé de venir travailler avec l'Europe. Cela dépend des dirigeants, certains acceptent cette perspective, on le voit bien, la Géorgie, La Moldavie, d'autres pour le moment s'y refusent, sans doute y a-t-il des pressions. Mais c'est aux populations concernées, pour parler clair aux Ukrainiens, de dire, le moment venu, à travers des processus électoraux, ce qu'ils veulent. »

QUESTION : « Justement, comment fait-on pour contrebalancer la pression russe qui est très forte ? On a des arguments ? »

LE PRESIDENT : Les arguments, c'est les arguments de l'Etat de droit, du développement économique, du respect on ne force personne. Il y a sûrement des pressions qui s'exercent. Elles peuvent être comprises, notamment à travers le gaz, mais en même temps, c'est à un pays de savoir ce qu'il veut. On ne peut pas, comme le Président ukrainien le voudrait, demander l'équivalence, c'est-à-dire demander qu'on paie pour que l'Ukraine entre dans cet accord d'association. Non, on ne paie pas. Merci. »